ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi modifiant la procédure en cassation, a donné en sa séance du 25 juillet 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 11e Juli 1950 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet tot wijziging van de rechtspleging in verbreking, heeft op de zitting van 25 Juli 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet n'appelle que des modifications de pure forme qui ressortent du texte proposé ci-après .

Il n'est toutefois pas inutile de préciser que l'abrogation de l'article 419 du Code d'instruction criminelle, prévue à l'article 7 du projet, n'aura évidemment pas pour effet d'abroger l'article 1er de la loi du 10 février 1866 qui apporte des modifications au Code d'Instruction criminelle.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA PROCEDURE EN CASSATION.

LEOPOLD III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Colonies sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

§ 1er. L'article 5 de la loi du 25 février 1925 concernant la procédure en cassation en matière civile est complété par la disposition suivante :

./...

"Lorsque la personne contre laquelle le pourvoi doit être formé, vient à décéder au cours du délai imparti au demandeur par les dispositions qui précèdent, ce délai est augmenté de deux mois.".

§ 2. L'article 8 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Le pourvoi sera déclaré non recevable chaque fois que plus de quinze jours se seront écoulés entre celui de la signification de la requête et celui de sa remise au greffe, même si au moment de la remise, le délai pour introduire le pourvoi déterminé par les articles 1er à 6 n'est pas expiré.".

§ 3. L'article 27, 1°, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"1° Lorsque la requête est signifiée par exploit dressé dans la Colonie, le délai pour sa remise au greffe de la Cour de cassation sera de quinze mois à compter du jour où la décision attaquée a été signifiée, soit par exploit dressé en Belgique, soit par exploit dressé dans la Colonie. Même si ce délai n'est pas expiré, le pourvoi sera déclaré non recevable, chaque fois que plus de trois mois se seront écoulés entre la signification de la requête et sa remise au greffe.

Lorsque la requête est signifiée par exploit dressé en Belgique, le délai pour sa remise au greffe de la Cour de cassation sera de dix mois. Même si ce délai n'est pas expiré, le pourvoi sera déclaré non recevable, chaque fois que plus de quinze jours se seront écoulés entre la signification de la requête et sa remise au greffe.

Lorsque la personne contre laquelle le pourvoi doit être formé, vient à décéder au cours des délais de quinze ou de dix mois impartis au demandeur par les dispositions qui précèdent, ces délais sont augmentés de six mois.".

./.....

Article 2.-

Un article 17 bis et un article 17 ter, rédigés comme suit, sont insérés dans la loi du 25 février 1925 concernant la procédure en cassation en matière civile :

"Article 17 bis.

Aucune fin de non recevoir déduite d'une irrégularité de la représentation de la partie demanderesse ou du défaut de pouvoirs d'un organe ou d'un mandataire de celle-ci ne pourra être opposée d'office, hors le cas où elle résulterait de la méconnaissance d'une règle d'ordre public.

Aucune nullité d'exploit ou d'acte de procédure ne pourra être admise que s'il est justifié qu'elle a nui à la partie adverse."

"Article 17 ter.

Lorsque le ministère public estimera devoir opposer d'office au pourvoi une fin de non recevoir déduite de la méconnaissance d'une règle intéressant l'ordre public, il en avisera les avocats des parties en cause par lettre recommandée à la poste et ceux-ci seront admis à plaider sur la recevabilité du pourvoi, même après audition du ministère public.

Le demandeur en cassation perdra, à compter de la réception de cette lettre, par son avocat , le droit de se désister du pourvoi.".

Article 3.-

§ 1er. L'article 18, alinéa 1er, de la loi du 25 février 1925 concernant la procédure en cassation en matière civile est remplacé par la disposition suivante :

"La requête introductive et les mémoires porteront l'inventaire des pièces qui y seront jointes, cotées et paraphées par l'avocat à la Cour de cassation.".

./.....

§ 2. L'article 19, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"A l'exception des actes de désistement ou de reprise d'instance, des autorisations de plaider et des pièces produites à l'effet de justifier de la recevabilité du recours, aucune production ultérieure ne sera admise.".

§ 3. L'article 20 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 20.- Le greffier constatera la remise des requêtes et mémoires au moyen de notes marginales, qu'il signera en indiquant la date de la réception.

Il cotera et paraphera les pièces jointes. Il constatera leur nombre par une note signée en marge de l'inventaire.

Il délivrera récépissé au déposant, s'il en est requis.".

Article 4.-

Le titre XVI de la seconde partie du règlement du 28 juin 1738 concernant la procédure que Sa Majesté veut être observée en son conseil, est abrogé.

Article 5.-

§ 1er. L'article 58, dernier alinéa, de la loi du 4 août 1832 organique de l'ordre judiciaire est abrogé.

§ 2. L'article 436 du Code d'instruction criminelle est remplacé par la disposition suivante :

"Article 436. La partie civile qui succombera dans son recours, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle ou de police, sera condamnée aux frais.".

./....

§ 3. Un article 59 bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Prince souverain du 15 mars 1815 contenant règlement organique de la procédure en cassation

"Article 59 bis. En toutes matières, les arrêts de la Cour de cassation contiendront taxation des dépens de l'instance.".

Article 6.-

§ 1er. L'article 53 de l'arrêté du Prince souverain du 15 mars 1815 contenant règlement organique de la procédure en cassation, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 53.- Le demandeur en cassation qui voudra plaider l'affaire indiquera ses moyens dans un mémoire qui sera préalablement communiqué au ministère public huit jours au moins avant l'audience.

Il ne pourra toutefois plus produire ni mémoires, ni pièces autres que les désistements, les actes de reprise d'instance ou ceux qui révèlent que le pourvoi est devenu sans objet, après que deux mois se seront écoulés depuis le jour où la cause aura été inscrite par le greffier au rôle général.

Le greffier constatera la remise par les parties de mémoires ou pièces au moyen de notes marginales qu'il signera en indiquant la date de réception.

Il délivrera récépissé au déposant, s'il en est requis.".

§ 2. Les articles 423 à 425 du Code d'instruction criminelle sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 423. Dans les cinq jours qui suivront l'expiration du délai de dix jours prévu à l'article précédent, le greffier fera passer, au magistrat chargé du ministère public, les pièces du procès et l'expédition de l'arrêt ou du jugement attaqué.

Il en aura, au préalable, rédigé sans frais et joint inventaire, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera prononcée par la Cour de cassation."

"Article 424.- Le magistrat chargé du ministère public près la cour ou le tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué remettra sans désemparer le dossier au procureur général près la Cour de cassation; celui-ci le transmettra au greffier de la Cour de cassation, qui inscrira immédiatement la cause au rôle général."

"Article 425.- Les demandeurs pourront aussi transmettre directement leurs mémoires et pièces au greffe de la Cour de cassation. Néanmoins, la partie civile ne pourra y déposer de mémoire sans le ministère d'un avocat à la Cour de cassation."

Article 7.-

L'article 419 du Code d'instruction criminelle est abrogé .

Article 8.-

L'article 30 de la loi du 4 août 1832 organique de l'ordre judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

"Article 30.- Les expéditions des arrêts de cassation sont transmises aux greffes des cours et tribunaux dont les arrêts ou jugements ont été cassés; elles sont enliassées par les soins du greffier suivant une série ininterrompue de numéros. Mention de l'arrêt de cassation est faite en marge des arrêts ou jugements annulés; cette mention indique le numéro donné à l'expédition classée.".

./.....

Article 9.-

Les articles 27 et 28 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 27. Si la décision attaquée a été rendue en français ou en néerlandais, la procédure devant la Cour de cassation est faite en la langue de cette décision."

"Article 27 bis. Si la décision attaquée a été rendue en allemand, il est fait application des règles suivantes :

§ 1er. Dans les affaires auxquelles les règles de la procédure en cassation en matière civile sont applicables, le demandeur rédige la requête en cassation dans la langue nationale de son choix.

Si la requête a été rédigée soit en français, soit en néerlandais, ce choix détermine à l'égard de tous la langue dans laquelle sera poursuivie la procédure.

Si la requête a été rédigée en allemand ou si plusieurs requêtes concernant la même décision ont été rédigées en différentes langues, le premier président rend, dès l'introduction du pourvoi, une ordonnance déterminant la langue dans laquelle sera poursuivie la procédure.

§ 2. Dans les autres affaires, les déclarations de pourvoi sont faites et les requêtes ou mémoires sont rédigés par les parties dans la langue nationale de leur choix.

S'il a été fait usage soit du français, soit du néerlandais, pour toutes les déclarations et pour la rédaction de toutes les requêtes et de tous les mémoires concernant la même décision, ce choix détermine à l'égard de tous la langue dans laquelle la procédure sera poursuivie à partir de l'audience.

S'il a été fait usage pour les déclarations ou pour la rédaction des requêtes ou des mémoires, soit de

./....

l'allemand, soit de différentes langues, le premier président rend, au moment de la distribution de la cause, une ordonnance déterminant la langue dans laquelle la procédure sera poursuivie à partir de l'audience.

§ 3. En toutes matières, le conseiller rapporteur peut ordonner la traduction aux frais du Trésor de tout ou partie des pièces."

"Article 28. Les arrêts de la Cour de cassation sont rédigés en néerlandais et en français.

Ils sont prononcés en la langue prescrite pour la procédure.

Les contestations basées sur la divergence des textes sont tranchées par la cour, suivant les règles ordinaires d'interprétation, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre.".

Article 10.-

§ 1er. Les délais de quinze jours prévus aux articles 8, alinéa 3, et 27, 1°, de la loi du 25 février 1925, tels qu'ils sont modifiés par l'article 1er, §§ 2 et 3, de la présente loi, ne prendront cours que le jour où celle-ci entrera en vigueur en Belgique.

Le délai de trois mois, prévu au même article 27, 1°, ne prendra cours que le jour où la présente loi sera en vigueur en Belgique et au Congo belge.

§ 2. Des mémoires ou des pièces ne pourront être écartés de la procédure, par application de l'article 53 de

./.....

l'arrêté du Prince souverain du 15 mars 1815, tel qu'il est modifié par l'article 6, § 1er, de la présente loi, que s'ils sont produits après que deux mois se seront écoulés depuis le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi en Belgique.

Donné à , le

PAR LE ROI :

(contreseings).

Het ontwerp behoeft slechts enkele vormwijzigingen, die uit de hierna voorgestelde tekst blijken.

Het kan nochtans zijn belang hebben er op te wijzen dat de in artikel 7 van het ontwerp bepaalde opheffing van artikel 419 van het Wetboek van Strafvordering vanzelfsprekend niet de opheffing van artikel 1 van de wet van 10 Februari 1866, die wijzigingen in het Wetboek van Strafvordering brengt, tot gevolg zal hebben.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE RECHTSPLEGING IN VERBREKING.

---

LEOPOLD III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Koloniën zijn gelast, in Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.

§ 1. Artikel 5 van de wet van 25 Februari 1925 betreffende de rechtspleging in cassatie in burgerlijke zaken wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Komt de persoon, tegen wie de voorziening moet worden ingesteld, te overlijden in de loop van de termijn welke de bovenstaande bepalingen aan de eiser toestaan, dan wordt die termijn met twee maanden verlengd. " .

./.

§ 2. Artikel 8 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De voorziening wordt niet-ontvankelijk verklaard, telkens wanneer meer dan vijftien dagen verstreken zijn tussen de dag der betekening van het verzoekschrift en de dag waarop het ter griffie wordt overgelegd, zelfs indien, op het tijdstip van de overlegging, de door de artikelen 1 tot 6 bepaalde termijn om de voorziening in te stellen niet verstreken is.".

§ 3. Artikel 27, 1°, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"1° Wordt het verzoekschrift betekend bij een in de Kolonie opgemaakt exploot, dan bedraagt de termijn voor de overlegging er van ter griffie van het Hof van verbreking vijftien maanden te rekenen van de dag waarop de bestreden uitspraak betekend werd, hetzij bij een in België, hetzij bij een in de Kolonie opgemaakt exploot. Zelfs indien die termijn niet verstreken is, wordt de voorziening niet-ontvankelijk verklaard, telkens wanneer meer dan drie maanden verlopen zijn tussen de betekening van het verzoekschrift en de overlegging er van ter griffie.

Wordt het verzoekschrift betekend bij een in België opgemaakt exploot, dan bedraagt de termijn voor de overlegging er van ter griffie van het Hof van verbreking tien maanden. Zelfs indien die termijn niet verstreken is, wordt de voorziening niet ontvankelijk verklaard, telkens wanneer meer dan vijftien dagen verlopen zijn tussen de betekening van het verzoekschrift en de overlegging er van ter griffie.

Komt de persoon, tegen wie de voorziening moet worden ingesteld, te overlijden in de loop van de termijn van vijftien of van tien maanden, welke bovenstaande bepalingen aan de eiser toestaan, dan worden die termijnen met zes maanden verlengd.".

./.

Artikel 2.

Een artikel 17 bis en een artikel 17 ter, luidend als volgt, worden ingevoegd in de wet van 25 Februari 1925 betreffende de rechtspleging in cassatie in burgerlijke zaken :

" Artikel 17 bis.

Geen enkele grond van niet-ontvankelijkheid, afgeleid uit een onregelmatigheid der vertegenwoordiging van de eisende partij of uit de ontstentenis van volmachten van een orgaan of van een lasthebber van die partij, kan ambtshalve worden aangevoerd, buiten het geval waarin die grond voortvloeien zou uit de miskenning van een regel van openbare orde.

Geen enkele nietigheid van exploot of van akte van rechtspleging kan worden aanvaard, dan wanneer gebleken is dat zij aan de tegenpartij nadeel heeft berokkend."

"Artikel 17 ter.

Is het openbaar ministerie van oordeel tegen de voorziening ambtshalve te moeten aanvoeren een grond van niet-ontvankelijkheid, afgeleid uit de miskenning van een regel die de openbare orde aanbelangt, dan geeft het aan de advocaten van de betrokken partijen bericht er van bij een ter post aangetekende brief, en die advocaten mogen over de ontvankelijkheid van de voorziening pleiten, zelfs nadat het openbaar ministerie is gehoord.

Te rekenen van de dag waarop zijn advocaat die brief ontvangt, verliest de eiser in verbreking het recht afstand te doen van de eis tot verbreking.".

Artikel 3.

§ 1. Artikel 18, eerste lid, van de wet van 25 Februari 1925 betreffende de rechtspleging in cassatie in burgerlijke zaken wordt door de volgende bepaling vervangen :

./.

"In het inleidend verzoekschrift en in de memoriën wordt opgave gedaan van de daarbijgaande, door de advocaat bij het Hof van verbreking genummerde en geparafeerde stukken." .

§ 2. Artikel 19. eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Behoudens de akten van afstand of van hervatting van rechtsgeding, de machtigingen om te pleiten en de stukken, overgelegd ten einde de ontvankelijkheid van de eis tot verbreking te verantwoorden, kan daarna geen stuk meer worden overgelegd." .

§ 3. Artikel 20 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het overleggen van de verzoekschriften en memoriën stelt de griffier vast door middel van kanttekeningen die hij ondertekent en waarbij hij de datum van ontvangst aangeeft.

Hij nummert en parafeert de bijgevoegde stukken. Hij stelt hun aantal vast in een op de rand van de inventaris ondertekende nota.

Desgevorderd, levert hij aan de indiener een ontvangstbewijs af." .

Artikel 4.

Titel XVI van het tweede deel van het reglement van 28 Juni 1738 betreffende de rechtspleging die Zijne Majesteit in zijn raad wil nageleefd zien, is opgeheven.

Artikel 5.

§ 1. Artikel 58. laatste lid, van de wet van 8 Augustus 1832 tot inrichting van de rechterlijke orde is opgeheven.

./.

§ 2. Artikel 436 van het Wetboek van Strafvordering wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 436.

De burgerlijke partij wier eis tot verbreking hetzij in criminele zaken, hetzij in correctionele zaken of in politiezaken wordt afgewezen, wordt veroordeeld tot de kosten.".

§ 3. Een artikel 59 bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het besluit van de Souvereine Vorst van 15 Maart 1815 houdende het organiek reglement van de rechtspleging in verbreking :

" Artikel 59 bis.

In alle zaken, behelzen de arresten van het Hof van verbreking begroting van de kosten van het geding." .

Artikel 6.

§ 1. Artikel 53 van het besluit van de Souvereine Vorst van 15 Maart 1815 houdende het organiek reglement van de rechtspleging in verbreking wordt vervangen door de volgende bepalingen :

" Artikel 53.

De eiser in verbreking die de zaak wil pleiten, duidt zijn middelen aan in een memorie die vooraf. en wel ten minste acht dagen vóór de terechtzitting, aan het openbaar ministerie wordt medegedeeld.

Hij kan evenwel geen memoriën noch andere stukken meer indienen dan de afstand van de instantie, de akten van hervatting van het geding of die waaruit blijkt dat de voorziening doelloos is geworden,

./.

nadat twee maanden zijn verstreken sedert de dag waarop de zaak door de griffier op de algemene rol werd gebracht.

Het overleggen van memoriën of stukken door partijen stelt de griffier vast door middel van kanttekeningen die hij ondertekent en waarbij hij de datum van ontvangst aangeeft.

Desgevorderd, levert hij aan de indiener een ontvangstbewijs af.".

§ 2. De artikelen 423 tot 425 van het Wetboek van Strafvordering worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 423. Binnen de vijf dagen die op het verstrijken van de in het vorig artikel bepaalde termijn van tien dagen volgen, maakt de griffier de stukken van het proces en de uitgifte van het bestreden arrest of vonnis over aan de magistraat belast met het openbaar ministerie.

Hij moet er, vooraf, kosteloos een inventaris van opmaken en die er bijvoegen, op straffe van een geldboete van honderd frank die door het Hof van verbreking uitgesproken wordt."

"Artikel 424. De magistraat, belast met het openbaar ministerie bij het hof of de rechtbank die het bestreden arrest of vonnis gewezen heeft, maakt het dossier onverwijld over aan de procureur-generaal bij het Hof van verbreking; deze laatste stelt het in handen van de griffier van het Hof van verbreking, die de zaak onmiddellijk op de algemene rol brengt."

"Artikel 425. Ook kunnen de eisers hun memoriën en stukken rechtstreeks aan de griffie van het Hof van verbreking overmaken. Nochtans kan de burgerlijke partij daar een memorie alleen door de ambtelijke tussenkomst van een advocaat bij het Hof van verbreking indienen.".

./.

Artikel 7.

Artikel 419 van het Wetboek van Strafvordering is opgeheven.

Artikel 8.

Artikel 30 van de wet van 4 Augustus 1832 tot inrichtin van de rechterlijke orde wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 30.

De uitgiften van de arresten van verbreking worden overgemaakt aan de griffies van de hoven en rechtbanken wier arresten of vonnissen vernietigd werden; zij worden door de zorgen van de griffier gerotuleerd volgens een ononderbroken reeks van nummers. Van het arrest van verbreking wordt melding gemaakt op de kant van de vernietigde arresten of vonnissen; die melding duidt het nummer aan dat aan de geclasseerde uitgifte werd gegeven.".

Artikel 9.

De artikelen 27 en 28 van de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 27.

Indien de bestreden beslissing in het Frans of in het Nederlands werd gewezen, wordt de rechtspleging vóór het Hof van verbreking gevoerd in de taal van die beslissing."

"Artikel 27 bis.

Indien de bestreden beslissing in het Duits werd gewezen, worden de volgende regelen toegepast :

§ 1. In de gedingen waarop de regelen van de rechtspleging in verbreking in burgerlijke zaken toepasselijk zijn, stelt de eiser het verzoekschrift tot verbreking in de landstaal van zijn keuze.

./.

Indien het verzoekschrift hetzij in het Frans, hetzij in het Nederlands werd gesteld, bepaalt die keus, ten aanzien van allen, de taal waarin de rechtspleging wordt voortgezet.

Indien het verzoekschrift in het Duits werd gesteld of indien verschillende verzoekschriften betreffende dezelfde beslissing in verschillende talen werden gesteld, verleent de eerste-voorzitter, zodra de voorziening is ingesteld, een bevelschrift waarbij de taal wordt bepaald waarin de rechtspleging zal worden voortgezet.

§ 2. In de andere gedingen, worden door de partijen de verklaringen tot verbreking gedaan en de verzoekschriften of memoriën gesteld in de landstaal van hun keuze.

Indien, voor al de verklaringen en voor het opstellen van al de verzoekschriften en van al de memoriën die op dezelfde beslissing betrekking hebben, hetzij van het Frans, hetzij van het Nederlands gebruik werd gemaakt, bepaalt die keus, ten aanzien van allen, de taal waarin de rechtspleging vanaf de terechtzitting zal worden voortgezet.

Indien, voor de verklaringen of voor het opstellen van de verzoekschriften of van de memoriën, hetzij van het Duits, hetzij van verschillende talen gebruik werd gemaakt, verleent de eerste-voorzitter, op het ogenblik der toedeling van de zaak, een bevelschrift waarbij de taal wordt bepaald waarin de rechtspleging vanaf de terechtzitting zal worden voortgezet.

§ 3. In alle zaken, mag de raadsheer-verslaggever de vertaling, ten laste van 's Lands kas, van al de stukken of van een deel er van bevelen."

"Artikel 28.

De arresten van het Hof van verbreking worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.

./.

Zij worden uitgesproken in de voor de rechtspleging voorgeschreven taal.

De betwistingen, op grond van tekstverschillen, worden door het Hof beslecht volgens de gebruikelijke regelen van verklaring, zonder voorrang van een der teksten op de andere."

Artikel 10.

§ 1. De termijnen van vijftien dagen, bepaald in de artikelen 8, derde lid, en 27, 1°, van de wet van 25 Februari 1925, zoals zij door artikel 1, §§ 2 en 3, van de tegenwoordige wet gewijzigd worden, gaan slechts in de dag waarop deze wet in België in werking treedt.

De termijn van drie maanden bepaald in hetzelfde artikel 27, 1°, gaat slechts in de dag waarop de tegenwoordige wet in België en in Belgisch-Congo in werking treedt.

§ 2. Bij toepassing van artikel 53 van het besluit van de Souvereine Vorst van 15 Maart 1815, zoals het door artikel 6, 1°, van deze wet wordt gewijzigd, mogen geen memoriën of stukken uit de rechtspleging geweerd worden behalve indien zij voorgelegd worden nadat, sedert de dag waarop deze wet in België in werking getreden is, twee maanden verstreken zijn.

Gegeven te

VAN 'S KONINGS WEGE :

(medeondertekeningen).

IT. L.1303/1/V.

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

D. DECLEIRE, conseillers d'Etat
J. COYETTE, raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section de législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving

J. SAROT, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SAROT. (signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Justice.
van Justitie.

Le 1950. De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.